

## INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

## Brèves

RUSSIE : UNE ATTAQUE DE DRONES INTERCEPTÉE

**Moscou** dans la ligne de mire de Kiev ? Le ministère russe de la Défense a accusé l'Ukraine, mardi 30 mai, d'avoir mené une « attaque terroriste » contre la capitale russe grâce à des drones, tout en affirmant que son système de défense antiaérien avait parfaitement fonctionné. Cinq drones ont été interceptés, tandis que trois autres ont été désactivés en plein vol grâce à des mesures de brouillage électronique, ont précisé les autorités russes.

## BURKINA FASO : « PAS D'ÉLECTIONS SANS SÉCURITÉ » SELON LE PREMIER MINISTRE

Le Premier ministre du Burkina Faso a déclaré mardi qu'il ne pourrait y avoir d'élections « sans sécurité », à l'heure où le pays est régulièrement confronté dans plusieurs régions à des violences jihadistes meurtrières. « On ne peut pas faire des élections sans la sécurité. Si vous avez une baguette magique qui peut nous assurer la sécurité le plus tôt possible, on organise les élections », a affirmé Apollinaire Joachimson Kyélem de Tambèla, devant le Parlement. Le Burkina Faso est actuellement dirigé par des militaires qui doivent rendre le pouvoir aux civils en juillet 2024.

## OSLO : L'OTAN JUGE UNE ADHÉSION DE LA SUÈDE « ABSOLUMENT POSSIBLE » D'ICI JUILLET

Une adhésion de la Suède à l'Otan est « absolument possible » d'ici au sommet de l'Alliance à Vilnius en juillet, a estimé mardi 30 mai le chef de l'Otan, Jens Stoltenberg, deux jours après la réélection du président turc Recep Tayyip Erdogan qui s'y est opposé. « Il n'y a pas de garanties, mais c'est absolument possible d'atteindre une solution pour permettre la décision sur une adhésion à part entière » de la Suède d'ici au sommet, a dit M. Stoltenberg lors d'une conférence de presse à Oslo.

Rassemblements par JMN

## Centrafrique : le président Touadera annonce un référendum constitutionnel

Josiane MBANG NGUEMA (Source RFI)  
Libreville/Gabon

Faustin-Archange Touadera va convoquer un référendum constitutionnel le 30 juillet. Le président centrafricain l'a annoncé dans un message à la nation, mis en ligne ce mardi après-midi 30 mai. Le chef de l'État dit avoir consulté le président de l'Assemblée nationale et celui de la Cour constitutionnelle.

Faustin-Archange Touadera assure avoir « observé scrupuleusement » la loi fondamentale de 2016 sur laquelle il a deux fois prêté serment. Toutefois, selon lui, la Constitution actuelle « comporte des dispositions qui pourraient compromettre le développement » du pays.

Une « majorité » de Centrafricains la trouve « insuffisante », « elle n'affirme pas clairement la souveraineté de l'État ni l'indépendance nationale », ajoute-t-il, soulignant les mobilisations pro-référendum organisées ces derniers mois par des groupes proches du pouvoir. Une nouvelle manifestation était d'ailleurs annoncée pour mercredi 31 mai. Selon lui, ce référendum entre dans le cadre de « la réforme profonde de l'État » qu'il avait promise lors de la campagne présidentielle de 2020, et va « améliorer le fonctionnement régulier des institutions en mettant plus d'accent sur la transparence et la redevabilité ».

La question a donné lieu à plusieurs mois de bras de fer juridique. En septembre 2022, la Cour constitutionnelle avait annulé le décret créant un comité de rédaction d'une nouvelle Constitution. La présidente de l'institution, Danièle Darlan, avait été mise à la retraite d'office et fin janvier 2023, la Cour avait validé la loi encadrant l'organisation des référendums.

Les adversaires de Faustin-Archange Touadera affirment



Le président centrafricain a fait son annonce lors d'un message à la nation.

que cette réforme ne vise qu'à faire sauter la limitation à deux mandats présidentiels inscrite

dans le texte de 2016. Dans son message à la nation, le président centrafricain répond

qu'il « ne s'agit pas d'une volonté d'empêcher l'alternance politique ».

## Fête nationale du Cameroun : garantir l'unité du pays



La cheffe de mission diplomatique du Cameroun lors de son allocution.

Hans NDONG MEBALE  
Libreville/Gabon

LA communauté camerounaise vivant à Libreville a commémoré le 19 mai dernier dans l'enceinte du stade de Nzeng-Ayong, la fête nationale de

son pays. En présence d'officiels gabonais et membres de l'ambassade, la cheffe de mission diplomatique, Edith Félicie Noëlle Ngaeto Zam Ondoua a adressé à l'ensemble de ses compatriotes présents, le message d'unité et de communion nationale dédié à cette célébration.

Axée sur le thème « forces de défense et peuple camerounais, en symbiose pour la sauvegarde de la paix et de l'unité nationale, socle d'un Cameroun fort et prospère », cette édition a été l'occasion de réaffirmer l'attachement aux valeurs de paix et d'unité nationale auxquelles chaque Camerounais doit s'identifier.

Aussi, dans son discours de circonstance, l'ambassadeur en a profité pour « appeler les compatriotes au patriotisme, au sens de la responsabilité et à la solidarité ».

Après trois années sans célébration liée à la Covid-19, la commémoration de la fête nationale du Cameroun au Gabon a été marquée par le retour du grand public, mais aussi la présence des invités de marque des pays amis du Cameroun. Aussi, la parade des milliers de participants, a été tout à l'image de la démonstration de cette fusion nationale.